

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN AUX TROIS LOTS

MARCHE DE SERVICES



CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNMSS)

Marché d'assurances

Domages aux biens
Responsabilité civile
Flotte automobile

**PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCES
CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SECURITE
SOCIALE**

Article 1 - Objet du marché - dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché de prestations de services d'assurances pour la CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SECURITE SOCIALE par la voie d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-1 à R.2161-4, R. 2124-1 et R.2124-3 du code de la commande publique.

La consultation est allotie, conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique, de la manière suivante :

- Lot n°1 : Assurance des dommages aux biens.
- Lot n°2 : Assurance responsabilité civile générale.
- Lot n°3 : Assurance du parc automobile.

Dispositions générales

Sont désignés ci-après :

- la personne publique contractante : Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS)
- la personne signataire du marché : Monsieur Renaud FERRAND, Directeur de La Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale, 247 avenue Jacques Cartier 83090 Toulon Cedex 9, en application de l'article R 713-10 du code de la sécurité sociale et du décret de nomination du 16 mai 2024, paru au JORF du 17 mai 2024.
- le comptable assignataire : Madame l'Agent comptable de la CNMSS 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon Cedex 9.

Article 2 - Documents constitutifs du marché

Les documents constitutifs du marché par ordre de priorité sont les suivants, pour chacun des lots :

- l'acte d'engagement, accompagné éventuellement de l'énumération exhaustive des réserves et/ou variantes aux spécifications du cahier des charges, détaillées sur un document annexe,
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes,
- le présent CCAP,
- et, conformément au Code des Assurances, les conditions générales et, s'il y a lieu, les conventions spéciales qui seront applicables au contrat objet du marché.

Article 3 - Durée et conditions d'exécution du marché

3.1 - Durée du marché

Le marché est passé pour une durée de **4 ans** maximum à compter du **1er janvier 2026**, reconductible tacitement annuellement, pour chacune des parties, une faculté de résiliation à l'échéance du 1er janvier de chaque année notifiée par la partie en prenant l'initiative à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 4 mois.

Il ne pourra en aucun cas être résilié (ou suspendu) en dehors de l'échéance annuelle, à la seule exception de ce qui est dit aux articles 4.1 et 5 ci-après.

3.2 - **Conditions d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent aux cahiers des clauses techniques particulières.

Article 4 - Contenu/variation des prix - indexation - autres modifications - règlement des comptes - actualisation des éléments d'assiette

4.1 - **Contenu/variation des prix**

Les cotisations ou primes sont réputées intégrer la totalité des coûts et autres frais liés à l'exécution des prestations et comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Toutefois, en cas de variation du taux de ces différentes contributions, le prix de règlement en tiendra compte.

Par ailleurs, si pour des raisons d'ordre conjoncturel, l'assureur est amené à majorer le taux de prime ou cotisation défini au moment de la passation du marché à l'occasion de l'une de ses échéances anniversaire, le souscripteur disposera de la faculté de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché.

Dans cette hypothèse, les conditions du marché demeureront applicables pendant une période de 4 mois suivant la notification par le souscripteur du refus de la majoration proposée par l'assureur.

4.2 - **Indexation**

Les cotisations ou primes peuvent faire l'objet d'une révision au moment de l'échéance annuelle en proportion de l'indice dont la nature et la valeur à la date de souscription devront dans cette hypothèse être précisées dans l'acte d'engagement.

La formule de révision annuelle est la suivante : $P1 = PO / IND0 \times IND1$

Avec PO : montant, prix unitaire ou taux de départ (offre initiale)

P1 : prix unitaire

IND0 : dernière valeur connue de l'indice au moment de la remise de l'offre initiale.

IND1 : dernière valeur connue de l'indice au moment de la révision annuelle de la prime.

Sans mention d'un indice dans l'acte d'engagement, le pouvoir adjudicateur considèrera que l'assureur ne souhaite pas l'actualisation ou la révision des prix, et les considèrera donc comme fermes.

4.3 - **Autres modifications en cours de marché**

Pour des raisons d'ordre conjoncturel et sous réserve d'obtenir l'accord exprès du souscripteur (Cnmss), l'assureur a la possibilité de modifier en cours de marché le programme de garanties et franchises défini au moment de sa passation. En cas d'accord des parties, cette modification devra faire l'objet d'un avenant au marché.

4.4 - **Modalités de règlement des comptes**

Elles feront, le cas échéant, l'objet de deux règlements :

a/ la cotisation ou prime provisionnelle : calculée sur la base de la situation arrêtée au 1er janvier, elle sera réglée en début d'année sur présentation au souscripteur de l'appel de cotisation ou de prime, portant détail du calcul de la cotisation ou prime provisionnelle,

b/ en fin d'année ou début de l'année suivante, il sera procédé au calcul du montant de la cotisation ou prime définitive afin de tenir compte des fluctuations de l'assiette intervenues en cours d'année.

Si le montant de la cotisation ou prime définitive est supérieur au montant de la cotisation ou prime provisionnelle, le solde sera réglé sur présentation au souscripteur de l'appel de cotisation ou de prime de régularisation portant notamment le détail du calcul du montant de la cotisation ou prime définitive.

Si le montant de la cotisation ou prime définitive est inférieur au montant de la cotisation ou prime provisionnelle, le trop-perçu fera l'objet d'un reversement sur présentation au souscripteur d'un état portant notamment le détail du calcul du montant de la cotisation ou prime définitive.

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Dates, références (numéro et désignation) du présent marché,
- La désignation des prestations exécutées, ainsi que la période concernée, sous peine de rejet
- Le code service 77

Elle est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale.

Les **factures** transmises par **voie dématérialisée** le sont uniquement par le portail **Chorus Pro**.

- <https://chorus-pro.gouv.fr> / **Siret CNMSS** : 180 090 045 00014 / le code service 77

La monnaie du marché est l'euro.

Le paiement intervient par virement au compte correspondant au relevé d'identité bancaire joint par le titulaire sur présentation de sa facture, à terme à échoir, établie à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions du Code de la Commande Publique.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 5 - Etat des sinistres - révision de la prime

Sur demande du souscripteur, l'assureur lui communiquera un état statistique annuel indiquant la date et la nature des sinistres déclarés ainsi que le règlement intervenu pour chacun (ou de l'estimation correspondant aux dossiers en cours).

Une renégociation des taux de prime ou cotisation pourra être envisagée dans le cas d'une évolution significative des sinistres.

En cas d'accord des parties, cette renégociation fera l'objet d'un avenant au marché. Il est précisé que cet avenant ne pourra pas avoir d'effet rétroactif.

Le souscripteur se réserve la faculté de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché si la renégociation n'aboutit pas.

Dans ce cas, les conditions du marché resteront applicables pendant une période de 4 mois suivant la notification du refus par le souscripteur des conditions proposées par l'assureur.

Article 6 - Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques : Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent marché.

ooooo